

Index AI : PRE01/239/2012
02 May 2012

Les civils doivent être protégés de l'escalade de la violence dans l'est de la RDC

Les parties au conflit en République démocratique du Congo (RDC) doivent prendre des mesures pour veiller à ce que les civils soient protégés, a souligné Amnesty International au moment où les combats entre l'armée et les groupes armés s'intensifiaient dans la province du Nord-Kivu (est du pays).

Les violents affrontements qui ont éclaté au cours du week-end entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC, l'armée congolaise) et leurs déserteurs considérés comme fidèles au général Bosco Ntaganda mettent la population civile du Nord-Kivu en danger, poussant des milliers de personnes à fuir.

Au moins trois femmes ont été tuées lors des combats lundi 30 avril dans la ville de Ngungu (territoire de Masisi), mais le nombre de victimes civiles pourrait être bien plus élevé, a appris Amnesty International.

« L'escalade de la violence en RDC est extrêmement préoccupante et toutes les parties au conflit doivent veiller à ce que les civils ne soient pas pris entre deux feux, a déclaré Paule Rigaud, directrice adjointe du programme Afrique d'Amnesty International.

« Toutes les parties doivent respecter le droit international humanitaire, et en particulier l'interdiction des attaques indiscriminées et du recrutement d'enfants soldats. »

Dans le contexte de ces affrontements, certaines informations indiquent que les déserteurs des FARDC tentent de recruter des enfants soldats.

Au moins quatre enfants et sept jeunes adultes originaires des villes de Ngungu et Kitchanga ont demandé la protection de la force de maintien de la paix présente sur place, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), en affirmant avoir été menacés par des soldats qui voulaient les recruter.

Ces militaires seraient d'anciens membres du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), un important groupe armé qui était actif dans la région avant d'être intégré dans les FARDC en 2009.

Les déserteurs des FARDC auraient pris le contrôle de plusieurs zones stratégiques du territoire de Masisi, notamment autour de la ville de Sake, à 25 kilomètres au nord-est de Goma, la capitale du Nord-Kivu.

Aux premières heures du dimanche 29 avril, ils ont attaqué une unité des FARDC dans la ville de Mweso. Six anciens membres du CNDP auraient été tués, tandis qu'une douzaine de soldats du gouvernement ont été blessés.

Samedi 28 avril, le groupe armé Mayi Mayi Sheka aurait également pris le contrôle de certaines parties

du territoire de Walikale, au Nord-Kivu, notamment les villages de Luvungi, Mpofi, Bunyampuli et Kibua.

Cette attaque a fait suite à des rumeurs d'alliance entre le chef de Mayi Mayi Sheka, Ntabo Ntaberi, et Bosco Ntaganda, ancien commandant du CNDP intégré dans les FARDC en 2009.

Plusieurs militaires de haut rang et des centaines de soldats des FARDC auraient rejoint les troupes de Bosco Ntaganda.

Plusieurs milliers de civils ont fui ; certains ont traversé la frontière avec le Rwanda et d'autres se sont réfugiés dans les villes de Sake et Goma.

« Toutes les parties doivent faire de la protection des civils une priorité absolue, a ajouté Paule Rigaud.

« L'armée congolaise a l'obligation de protéger la population civile dans les zones contrôlées par les groupes armés, tandis que la MONUSCO doit augmenter ses effectifs dans les territoires de Masisi et Walikale. »

Bosco Ntaganda occupe les fonctions de général au sein de l'armée nationale depuis qu'une partie du CNDP a été intégrée dans celle-ci.

Il est sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour avoir recruté et enrôlé des enfants de moins de 15 ans et les avoir fait participer activement aux hostilités en 2002-2003 dans le district de l'Ituri (nord-est de la RDC).

Ces recrutements présumés se seraient déroulés lorsqu'il était commandant au sein d'un groupe armé, les Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC).

Des défections ont eu lieu au sein de l'armée congolaise en avril à la suite de rumeurs grandissantes au sujet de l'arrestation de Bosco Ntaganda.